

Convention collective

**IDCC : 1902. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES,
ÉLECTRONIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES**

(Maine-et-Loire)

(21 décembre 1995)

(Bulletin officiel n° 1996-3 bis)

(Etendue par arrêté du 2 juillet 1996,

Journal officiel du 30 juillet 1996)

AVENANT DU 29 AVRIL 2013

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1350777M

IDCC : 1902

Entre :

L'UIMM de Maine-et-Loire,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

L'USM FO ;

La CFTC métallurgie 49 ;

L'UD CFDT métaux 49,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Dans le prolongement des dispositions figurant à l'article 14 de l'accord national du 26 février 2003 sur la sécurité et la santé au travail, les dispositions ci-après manifestent la volonté commune des parties signataires de faire bénéficier les salariés mensuels tels que définis ci-après de garanties collectives leur permettant une protection effective en matière de prévoyance.

Article 1^{er}

Il est ajouté à la convention collective des mensuels des industries métallurgiques et connexes de Maine-et-Loire un article 33 « Dispositions particulières » ainsi rédigé.

« Article 33

Prévoyance complémentaire

1. Bénéficiaires

A compter du 1^{er} janvier 2014, l'employeur est tenu de mettre en place un régime de prévoyance en faveur de tous les salariés non cadres non affiliés à l'AGIRC et les salariés affiliés à l'AGIRC au titre de l'article 36 de l'annexe I de la CCN AGIRC du 14 mars 1947 (sauf ceux bénéficiant déjà de

la cotisation prévue par l'article 7 de la CCN AGIRC), dès lors qu'ils ont plus de 1 an d'ancienneté dans l'entreprise.

2. Garanties

Le contrat d'assurance devra inclure le versement d'un capital en cas de décès et en anticipation en cas d'invalidité 3^e catégorie reconnue par la sécurité sociale, et/ou le versement d'une rente éducation aux enfants à charge.

L'employeur consacrera à ce régime, pour chaque salarié visé au premier alinéa ci-dessus, au minimum un taux de cotisation égal, pour une année complète de travail, à 0,30 % du montant du TEGA du mensuel classé au coefficient 215.

Ces cotisations seront calculées sur la base du TEGA en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée pour la durée légale du travail. Leur montant sera réduit, *pro rata temporis*, pour les salariés dont la condition d'ancienneté a été remplie en cours d'année ou dont le contrat de travail a pris fin en cours d'année.

Cette cotisation s'imputera sur toute cotisation déjà affectée respectivement par l'employeur et le salarié à un régime de prévoyance couvrant les mêmes risques.

3. Dispositions communes

Afin d'assurer une homogénéité de couverture à l'ensemble des salariés concernés tout en laissant aux entreprises visées par le champ d'application de la convention collective des mensuels des industries métallurgiques et connexes de Maine-et-Loire, le libre choix de l'organisme prestataire de la garantie prévoyance, les parties signataires recommandent, sans que cela représente un caractère obligatoire, l'un des trois organismes assureurs suivants :

- Harmonie Mutuelle ;
- Humanis ;
- AG2R La Mondiale.

Il est expressément convenu entre les parties signataires que cette recommandation n'a qu'une valeur indicative et ne saurait en aucun cas revêtir un caractère obligatoire pour les entreprises visées par le champ d'application de la convention collective des mensuels des industries métallurgiques et connexes de Maine-et-Loire.

Ces dernières restent libres de confier la gestion de la garantie prévoyance prévue au présent article à tout organisme autre que ceux figurant sur la liste établie à titre de recommandation.

4. Dénonciation

Les parties signataires rappellent que le présent avenant est le résultat de la recherche d'un équilibre entre leurs intérêts respectifs.

Elles considèrent, en conséquence, qu'une clause de dénonciation partielle ne peut être envisagée que de manière tout à fait exceptionnelle et pour des sujets strictement délimités dont l'évolution comporte des risques susceptibles d'affecter la convention collective tout entière.

C'est dans ces conditions qu'elles conviennent des dispositions ci-après, dont l'application est limitée au présent article.

Les dispositions du présent article pourront faire l'objet d'une dénonciation unilatérale par chaque signataire, indépendamment des autres dispositions de la présente convention collective.

La dénonciation sera notifiée, par son auteur, à tous les signataires par lettre recommandée avec avis de réception et fera l'objet d'un dépôt auprès de la DIRECCTE et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes d'Angers dès que la notification en aura été faite au dernier signataire par la réception, par celui-ci, de la lettre recommandée.

La dénonciation prendra effet à l'expiration d'un préavis de 3 mois et une nouvelle négociation devra s'engager à la demande de l'une des parties intéressées.

Lorsque la dénonciation sera le fait d'une partie seulement des signataires employeurs ou salariés, elle ne fera pas obstacle au maintien en vigueur des dispositions du présent article.

Lorsque la dénonciation sera le fait de la totalité des signataires employeurs ou des signataires salariés, le présent article cessera de plein droit de produire ses effets à la date d'entrée en vigueur du nouvel article destiné à le remplacer, ou, à défaut et au plus tard, à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la fin du préavis. »

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur à la date prévue par l'article 1^{er}.

En cas de modification des dispositions législatives ou réglementaires qui rendrait inapplicables les dispositions du présent accord, des négociations s'ouvriraient à l'initiative de la partie la plus diligente afin d'examiner les possibilités d'adapter le présent accord à la situation nouvelle ainsi créée.

Article 3

Notification et dépôt

Le présent avenant a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

La demande d'extension sera effectuée par l'union des industries et des métiers de la métallurgie de Maine-et-Loire.

Fait à Angers, le 29 avril 2013.

(Suivent les signatures.)